

Palestine-Israël Histoire

Partie 1 3/7

Category: Arguments et analyses

écrit par jmfouquer | 26 mars 2024

Nous avons toujours besoin de repères historiques pour comprendre la situation actuelle en Israël et en Palestine. Deux camarades se sont attelés à cette tâche. Nous avons été contraints de diviser ces repères chronologiques en plusieurs articles. Dans la 1^{re} partie : « La Palestine mandataire (1920-1947) » voici le troisième article numéroté 3/7.

La Palestine mandataire (1920-1947) 3/7

Par **Jean-Paul Bruckert**, le 3 mars 2024.

Au-delà des mythes

On aurait cependant tort de croire que l'émergence du Foyer National Juif fut une ascension harmonieuse sur un chemin pavé de roses. Les années d'après-guerre furent des années de crise, en particulier entre 1927 et 1930, lorsqu'une sévère récession tarit l'immigration. Le *Yishouv* et, au moins en privé, ses dirigeants, doutent de l'avenir. L'entreprise à laquelle ils avaient voué leur vie était en passe de s'effondrer. Il fallut le retour à la prospérité et l'arrivée de la 5^e *aliya* et de ses capitaux, à partir de 1932, pour que le sionisme soit remis en selle et que soit relancée l'expansion des implantations afin de se préparer à un éventuel plan de partage. Le ralentissement de l'immigration puis le Livre Blanc de 1939 (voir infra) brisent pourtant une nouvelle fois l'essor du *Yishouv*. Le rapport de forces entre Juifs et Arabes est largement modifié, les candidats à l'immigration nombreux, mais les portes de la Palestine vont rester largement fermées durant la 2^de Guerre mondiale. **D'où un ressentiment, voire une haine, à l'égard des Britanniques...**

On aurait tort de croire aussi que l'attitude à l'égard des Arabes ne laissait le choix qu'entre une volonté affichée de coexistence (socialistes) ou un désir d'engager l'épreuve de force (révisionnistes). Il y avait aussi l'attitude du PC, très minoritaire, militant pour unir Arabes et Juifs dans un projet de transformation sociale et les appels de *Brith Shalom* (Alliance pour la paix), née en 1925, qui s'oppose fermement à la théorie de la « muraille de fer » de Jabotinsky et défendent l'idée qu'il faut, au contraire, dans un État binational, « vivre avec les Arabes et non pas seulement à côté d'eux, encore moins en opposition à eux » selon la formule de **Martin Buber** (1878-1965). **Tous les juifs n'étaient pas sionistes et toutes les oppositions n'étaient pas religieuses** (voir infra). Parmi les critiques laïcs du sionisme politique, on évoquera seulement la grande figure d'**Ha-Ham Ahad** (Asher Ginzburg) (1856-1927), chantre d'un sionisme culturel et partisan de ne créer en Israël qu'un centre culturel (*merkaz rouhani*). Il critique violemment le projet de Herzl au Congrès de Bâle et l'accuse de vouloir créer un banal **État des Juifs (*Medinat ha-Yehoudim*)**, et non un **État juif (*Medinat Yehoudit*)**, dans lequel il ne voit qu'un servile démarquage de l'Occident. Ayant visité en 1891 la Palestine, où il s'installera en 1922, il s'insurgera contre le slogan sioniste qui faisait de cette terre « une terre sans peuple ».

Un sionisme partagé en trois tendances parfois affrontées, mais unies sur l'essentiel

Si trois tendances partagent la société juive du *Yishouv*, il ne faut peut-être pas surévaluer leurs divergences. « Les partis sionistes partageaient incontestablement une vision globale de la situation historique des Juifs rythmée par trois temps : la majesté du passé biblique, la déréliction tragique du présent, la grandeur retrouvée dans le futur. Cette **vision tragique de la nation restaurée** unissait l'ensemble de tous les courants sionistes, d'où un climat fortement consensuel caractérisé par un large accord interne dans les rangs

sionistes, une stratégie d'accommodation avec le pouvoir mandataire et un pragmatisme général qui guidait les formations sionistes. » (Alain Dieckoff). Il reste que trois tendances très nettement différenciées, voire opposées, s'expriment dans le sionisme.

a. Le nationalisme « socialiste » et l'État juif, « de la classe à la nation »

Le **sionisme « socialiste »** développe une stratégie cohérente, **la consolidation du pouvoir par l'appropriation territoriale de la Palestine grâce à une multiplication des implantations juives**. C'est un objectif indispensable à la construction d'une nation. D'où l'importance de l'essaimage des implantations. Mais le second objectif, la conquête du pouvoir politique, prématuré dans la mesure où les Britanniques détenaient tous les leviers, passait par la consolidation économique du *Yishouv* qui devait assurer l'indépendance économique – le kibboutz était l'instrument idéal de cette stratégie double (autonomie économique et conquête territoriale) – un préalable indispensable à l'indépendance politique. Il importait aussi, par un aménagement du schéma marxiste sur le rôle universel du prolétariat, que ce soit le prolétariat juif qui constitue, non une classe particulière, mais la nation tout entière.

Il s'agissait donc d'organiser le mouvement ouvrier juif. En 1919 apparaît l'*Ahdout ha-Avoda* (Unité du Travail), parti de David Ben Gourion, qui se scinde en 1920 du fait de la création de l'Internationale communiste (c'est à partir de cette scission qu'apparaîtra le PC) mais ne parvient pas à absorber un autre groupe socialiste, le *Hapoel Hatsaïr* (le Jeune Ouvrier). Il est clair cependant que deux difficultés s'opposaient à ce projet, d'une part l'arrivée de la 4^e *aliya* qui compliquait la tâche des socialistes dans la mesure où elle renforçait les classes moyennes ou bourgeoises (il en ira de même de la 5^e *aliya*), d'autre part la dépendance à l'égard de l'Organisation sioniste mondiale. **Le socialisme sioniste**

répondit à ces deux défis en devenant la force hégémonique du sionisme. D'abord, dans le *Yishouv*, en développant l'idée qu'il fallait transformer « toute la nation sans exception en travailleurs » et en conquérant l'hégémonie politique, ce qui fut réalisé, après la fondation du Parti travailliste, le *Mapai*, en 1930 (par la fusion des deux groupes socialistes), grâce à la victoire aux élections (42% des voix en 1931) et dans l'Organisation sioniste mondiale, en devenant (avec 44% des voix au congrès de Prague) en 1933 l'axe de la majorité. Mais le résultat n'est-il pas inversé par rapport au propos initial ?



Conférence sioniste extraordinaire de
Biltmore mai 1942

David Grin dit David Ben Gourion (1886-1973) symbolise par son itinéraire l'évolution du sionisme socialiste. Premier secrétaire général de la *Histadrout*, en 1921, il cherche avant tout à consolider le pouvoir ouvrier en Palestine, puis se veut, au début des années 1930, le représentant de toute la nation et devient de fait, en sa qualité de Président de l'exécutif de l'Agence juive à Jérusalem, le chef du quasi-gouvernement juif. Ceci le conduit à pousser la revendication sioniste un peu plus loin.

En 1936, dans le contexte de la montée conjuguée de l'antisémitisme en Europe et de la révolte palestinienne, il s'engage dans ce qu'il appelle un sionisme combattant marqué par l'accélération de l'immigration, la multiplication des implantations et le renforcement de la *Haganah*. De même, alors qu'à la différence des révisionnistes, les socialistes évitaient jusque-là de parler d'État juif, préférant l'euphémisme de « foyer national » – une tactique qui avait sa raison d'être quand le *Yishouv* était encore fragile –, le langage évolue dans la mesure où d'ailleurs les Britanniques envisagent un partage. **Ben Gourion met alors toute sa force de conviction au service de l'idée d'État juif en Palestine**, une ligne qui triomphera dans l'Organisation sioniste mondiale lorsque la **Conférence de Biltmore** (mai 1942) appellera à faire de la Palestine « une république (*commonwealth*) intégrée dans le nouveau monde démocratique ».



David Ben Gourion

Reste à comprendre cette logique qui pousse à se focaliser à tel point sur la création de l'État que Ben Gourion en arrive à en faire un événement aussi important que « l'Exode », le don de la Loi à Moïse sur le Sinaï ou la conquête de la Terre promise par Josué. C'est probablement là **l'aboutissement ultime de la logique même du sionisme, la négation de la**

diaspora, considérée comme une béance et comme une situation d'irréalité pour les Juifs. Rompant avec une situation dans laquelle ils ne pouvaient espérer qu'une autonomie personnelle, le sionisme tente de leur redonner une autonomie naturelle, puisque reposant sur une base territoriale. D'où la fascination de Ben Gourion pour l'État.

Se détournant du recentrement sur la Torah, dont il reconnaît qu'il a permis au peuple juif de subsister, et de l'idéal prophétique qui met l'accent sur la perfection morale et sur l'observance, il confie au politique et à l'État le soin d'assurer l'encadrement de la nation. **Pour le dire autrement, il transfère l'exigence d'exemplarité de l'éthique au politique et la singularité des Juifs à leur État.** On comprend mieux alors l'identification implicite à Moïse ou Josué. On comprend mieux aussi sa politique de renforcement de l'État après 1948 et l'idéologie qui lui servira de guide jusqu'à sa mort, le statisme.

b. Le judaïsme orthodoxe : refus ou compromis ?

Dans les partis religieux, il faut distinguer *Agoudat Israël* (Union d'Israël) fondé en 1912 – parti orthodoxe d'opposition à la politique sioniste – qui refusera jusqu'en 1948 de jouer le jeu des institutions et *Mizrahi*, né en 1902, qui représente un parti religieux sioniste et tente d'allier religion et modernité et sera l'allié naturel du Part travailliste.

Si le sionisme est bien une entreprise essayant de faire passer le peuple juif d'une histoire sainte à une histoire profane, on comprendra que ce décentrement ait suscité **l'hostilité de l'orthodoxie juive.** Il faut dire que la religion, seul critère opératoire et fondement de la permanence de l'identité, qui était reconnue par tous comme fondamental, apparaissait insuffisant désormais. Au-delà de cette divergence, il faut souligner que, d'une manière plus vaste, les idéaux des Lumières avaient déjà suscité l'émergence d'un traditionalisme juif, de même que d'un

traditionalisme chrétien.

Le sionisme apparaissait, aux yeux des traditionalistes, comme sacrilège pour deux raisons. D'abord parce que le rassemblement des dispersé·es ne pouvait être que l'œuvre de Dieu. Ensuite parce que le sionisme avait l'ambition de normaliser l'existence juive dans un cadre politique alors que l'unique vocation des Juifs était d'être, toujours et partout, un peuple de prêtres, sanctifiant le nom de Dieu. C'était la Torah, devenue un substitut à la Terre promise, et non un territoire, qui délimitait un espace sanctifié. La Terre d'Israël était donc devenue secondaire.

Contre l'intelligentsia – qui cherche à l'évincer de son rôle dirigeant – le traditionalisme s'organise et utilise les mêmes méthodes (propagande, presse, entrisme dans les associations). Il va fonder, en rivalité avec le sionisme, sa propre organisation politique, *Agoudat Israël* (1912). Cette organisation sera représentée par le rabbin Samson Raphaël Hirsch (1808-1888) en Allemagne et surtout son petit-fils **Ytzhak Breuer** (1882-1946) en Allemagne puis en Palestine (1936) ou encore **Martin Buber** (1876-1965) en Allemagne puis en Palestine (1938). Elle nie la nécessité de construire un État dans la mesure où **la seule souveraineté qu'il puisse reconnaître est celle de Dieu** et ne peut que le tolérer dans la mesure où la Torah servirait de règle pour la vie sociale. On trouve cependant un infléchissement du quiétisme traditionaliste chez Breuer qui accepte l'idée d'une réconciliation.

C'est cette réorientation, accomplie par *Mizrahi* que refuse de faire *Agoudat Israël*. *Mizrahi*, est créé par **Ytzhak Yaakov Reines** (1839-1915) qui regroupe en 1902 dans *Mizrahi* les orthodoxes réformateurs désireux de collaborer avec les sionistes. Simple sauvetage à l'ère des persécutions de masse, le sionisme est théologiquement neutre, ce qui fait que le *Yishouv* pouvait fort bien être une communauté sainte, comme le montraient les Amants de Sion qui étaient traditionalistes.

Le sionisme religieux, ou nationalisme religieux, opère donc un recentrage sur la Terre d'Israël. À la sécession avec les réformistes que proposent d'autres orthodoxes, ils répondent au nom de l'unité de la nation (le *Klal Israël*, l'ensemble du peuple juif) par une collaboration, tactique, avec les sionistes dans **l'objectif de fonder en *Eretz Israël* une communauté reposant sur les seules règles de la Torah.** Cette mutation s'accompagne du reste de la reconnaissance de la démocratisation de la société juive.



Abraham Isaac Kook
en 1924

C'est dans cet esprit que Reines, mais aussi Samuel Rabinowicz, Ytzakh Nissenbaum et d'autres, choisissent en 1902 de collaborer avec Herzl avec un double objectif, attirer les orthodoxes au sionisme et renforcer la place de la religion au sein du sionisme, si bien qu'on peut dire qu'ils s'efforcent, entre sionistes (qui abandonnent la Torah) et orthodoxes (qui négligent *Eretz Israël*), de réconcilier Torah et Terre promise. C'est dans cet esprit aussi qu'ils collaborent avec les sionistes socialistes au gouvernement du *Yishouv*.

Mais la plus grande figure du sionisme religieux est représentée par le rabbin **Abraham Isaac Kook** (1865-1935)

(Itzhak Ha Cohen) qui tente d'unir, dans une même réflexion, la révélation et la raison. Se fondant sur la mystique de la Kabbale, il montre que le sionisme, à son insu d'ailleurs, est l'avant-garde du mouvement de renaissance nationale dans la mesure où **le retour en Eretz Israël implique nécessairement le retour à l'intégrité spirituelle** et, par là, la conversion de l'ensemble de l'humanité au respect de la Loi de Dieu. S'il s'agit d'une utopie – l'État d'Israël, qu'il appelle de ses vœux, n'est pas un État politique – elle conduit les religieux à coopérer, dans le but de consolider la communauté des pieux, à la construction de l'État.

c. Le nationalisme radical : le révisionnisme



Zeev Jabotinsky dans les années 30 © DP

La droite s'organise, elle aussi, en fédérant diverses associations non-socialistes qui se réclament du sionisme général. Mais, à une droite bourgeoise hostile à l'étatisme des travaillistes et qui s'incarne dans un Parti libéral, s'oppose à partir de 1925 une droite nationaliste et populiste incarnée par Vladimir Zeev Jabotinsky (1880-1940). Le révisionnisme répond au sionisme socialiste par un système cohérent, opposant au collectivisme, la coopération du travail et du capital. S'apparentant par ses méthodes et certains de ses buts aux mouvements autoritaires, il inquiète.

Jabotinsky a tenté une réflexion globale sur le sionisme, mouvement dans lequel il milite dès 1903 et dont il devient un dirigeant en 1921. Il démissionne pourtant dès 1923 pour protester contre le retrait de la Transjordanie du domaine d'application de la déclaration Balfour et contre le rapprochement du courant centriste avec les socialistes. Il fonde en 1925 un **Parti sioniste révisionniste** (qui s'appuie sur un mouvement de jeunesse, le *Betar*¹ *Betar est le nom de la dernière place forte tombée aux mains des Romains en -135 et l'acronyme hébraïque pour « Alliance Josef Trumpeldor », officier de l'armée russe qui, tombé alors qu'il défendait la colonie de Tel Hai en Galilée, aurait dit, selon la légende, « Qu'il est bon de mourir pour la patrie ». Il semblerait qu'il ait dit des choses beaucoup plus prosaïques.* dont la nation est la valeur suprême et dont l'objectif est la création « d'un État édifié dans l'espace historique des Hébreux », sur les deux rives du Jourdain. Il prône donc au retour aux fondements du sionisme qui commandent de privilégier le politique, c'est-à-dire la construction de l'État, et de repousser toute autre considération. Appuyé sur les classes moyennes de la 4^e *aliya*, il défend le libéralisme économique.

S'il adhère au libéralisme politique (Parlement, séparation des pouvoirs), il se méfie de la dictature de la majorité –le peuple peut se dresser contre la démocratie (Allemagne 1933) – la proportionnelle peut provoquer l'instabilité

gouvernementale, la démocratie politique s'accommode de l'inégalité sociale). D'où son idée du compromis entre majorité et minorité, voire dans certains cas – et c'est là qu'il s'apparente à d'autres critiques de la démocratie – l'idée que la minorité, au nom d'une légitimité supérieure, peut imposer ses choix. Au fond, la construction du Foyer National Juif lui paraissait incompatible avec les règles de la démocratie. Le droit moral des Juifs à revendiquer *Eretz Israël* ne se discutait pas et justifiait pleinement l'abandon provisoire du principe démocratique.

Jabotinsky est-il fasciste comme l'en ont accusé les communistes et les socialistes ? Non, si l'on en croit ses protestations d'attachement au parlementarisme. Son monisme (avec son slogan *had nes*, une seule bannière) qui voulait concentrer la société juive sur un seul objectif, la constitution d'une majorité juive comme première étape dans la création de l'État, qui était en contradiction avec le dualisme des socialistes qui voulaient à la fois réaliser ce dessein national et bâtir une société juste, n'est qu'un idéal et s'accorde avec **l'idée d'un État minimum qui n'exercerait que peu de pouvoir** (« une anarchie sereine ») qui, elle, est **aux antipodes de l'idéal proclamé par les totalitarismes** fasciste et nazi. Pourtant, répudiant la lutte des classes, il préconise un arbitrage d'État et une Chambre des métiers qui ne sont pas sans rappeler le corporatisme mussolinien.

Si l'idée d'un État policier le révolte, il révère par ailleurs l'autorité charismatique, telle celle de Herzl, et l'utilise pour imposer ses idées. S'il adhère, comme Barrès, à une vision organique de la nation, il considère aussi qu'il appartient à une avant-garde de renforcer la conscience de l'appartenance à un même peuple. Ce sera le *Betar* avec son organisation paramilitaire, son dévouement absolu au chef, sa discipline, son uniforme, etc. qui reliaera l'action énergique du leader. **Acquis à l'idée d'une violence fondatrice**, convaincu, sans être militariste et sans exalter la guerre,

que l'armée constitue une école de discipline et de citoyenneté et qu'elle peut contribuer puissamment à transformer l'homme juif, il défend une conception du politique fondée sur le combat contre l'ennemi.

S'il nourrit quelque illusion sur la possibilité de s'entendre avec les antisémites d'Europe orientale dans le but de favoriser l'immigration, mais pas avec les nazis, il ne nourrit aucune illusion à l'égard des Arabes. Contre *Brith Shalom* et contre le *Mapai*, **il défend, non sans réalisme, l'idée que les Arabes n'accepteront jamais d'être colonisés. Contrairement aux autres sionistes, il ne dénie pas une conscience nationale aux Arabes de Palestine**, saisit la nature forcément conflictuelle de leurs relations aux Juifs et en déduit que seule la force pourra les contraindre à se dessaisir de leurs droits nationaux. Vis-à-vis du Royaume-Uni, il restera en revanche très ambivalent.

Quelle conclusion porter sur le révisionnisme ? « Proche parent des nationalismes extrêmes de la fin du XIX^e siècle » et « nationalisme intégral » (par l'idée de supériorité de la nation sur les groupes), et présentant certaines parentés avec le fascisme²Notamment en recourant à un vocabulaire racial., le révisionnisme s'en distingue en restant imprégné de rationalisme et fidèle à un libéralisme de principe. « Voilà pourquoi le révisionnisme appartiendrait à la famille des **nationalismes conservateurs et non à celle des nationalismes révolutionnaires**, comme le fascisme. En débat !

Les extrémistes du révisionnisme s'engageront sur la voie de la résistance armée contre les Arabes, dès 1931, après les pogroms de 1929, avec la création de la *Haganah* B ou *Irgoun*, crée par le commandant Avraham Tehomi, qui, reprise en main par les révisionnistes en 1937, se lancera dès lors dans une campagne de représailles massives, puis, en dépit des réserves de Jabotinsky, de la révolte contre les Britanniques, timidement à partir de 1939, puis avec décision à partir de

1944 sous la direction de **Menahem Begin**.

Si l'*Irgoun* n'était pas révolutionnaire, dans la mesure où il ne prétendait pas fonder un nouvel ordre social, d'autres militants, issus du mouvement socialiste, **fondent bien, quant à eux, une droite révolutionnaire**. C'est le cas de *Brit ha-Arionim* ou *Biryonim* (Alliance des Brigands) qui n'eut qu'une brève existence (1930-1933) mais exerça une influence idéologique profonde. Abba Ahimeir (1897-1962- et surtout le poète Tzevi Greenberg (1897-1981) apportent à la droite une idéologie clairement fasciste (contestation de l'ordre bourgeois, expansionnisme (avec son ennemi intérieur représentant l'anti-Israël, les sionistes socialistes), totalitarisme, mysticisme national. Le sionisme est bien pour les *Biryonim* « une révolution totale qui s'accomplit par la violence rédemptrice. » Puisant à cette source, mais activiste authentique, au contraire des *Biryonim*, Avraham Stern rompt en 1940 avec l'*Irgoun*, pour fonder un groupe d'activistes encore plus radical qui se nommera tout simplement le groupe *Stern*. Fasciné, comme les autres nationalistes juifs, par les luttes de libération irlandaise, polonaise ou italienne, séduit par le terrorisme russe du XIX^e siècle, il tentera vainement, de s'appuyer sur l'Italie fasciste et sur l'Allemagne (collaboration sur la base d'une participation à la guerre contre transfert des Juifs en Palestine et création d'un État juif sur une base totalitaire). À sa mort – il est abattu par les Anglais – en février 1942, ses successeurs (venus du *Betar* polonais), parmi lesquels Ytzhak Yzenitsky (Itzhak Shamir), fondent le groupe *Lehi* (Combattants pour la liberté d'Israël) qui lance, entre 1944 et 1948, une campagne d'attentats contre les Britanniques et, s'alignant sur un autre totalitarisme, adopte des positions ouvertement pro-soviétiques...³ Le destin de trois dirigeants du Lehi après l'indépendance n'est pas indifférent. Itzhak Shamir rejoindra le Héroul de Menahem Begin et deviendra son successeur au poste de Premier ministre en 1983. Yellin-Mor rejoindra l'extrême-gauche israélienne et militera pour la reconnaissance des droits des Palestiniens

(partage). Israël Eldad, à l'inverse, rejoindra la droite religieuse du Goush Emounim qui militait pour l'annexion de la Judée-Samarie et le transfert des Palestiniens ! Ô combien complexes sont les trajectoires individuelles !

[...] Pour lire la suite : [« La Palestine mandataire \(1920-1947\) » 4/7](#)